

49390

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/C.1/3  
29 février 1964

Original : FRANCAIS/  
ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Sixième session  
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964

RAPPORT DU COMITE I (ECONOMIQUE)  
A LA COMMISSION

Développement économique et planification ou projections  
(Point 5 a) de l'ordre du jour)

1. Le secrétariat a ouvert les débats sur le point 5 a) de l'ordre du jour en exposant brièvement les grandes lignes de son activité dans ce domaine. Ses travaux, qu'il a entrepris il y a un peu plus d'un an se sont concentrés sur les domaines principaux suivants :

- a) Analyse et comparaison des plans de développement : Une vingtaine de pays ont adopté la planification, en y voyant un moyen de réaliser aussi rapidement que possible la transition économique et sociale, entre les degrés de faible développement qui caractérisent actuellement les pays africains et la situation qui existe dans les pays industriellement évolués. Une analyse et une étude critique comparées des plans pourraient fournir une base très précieuse pour l'échange de l'expérience qu'ils ont acquise sur la planification.
- b) Planification sociale : La planification englobe à la fois le domaine social et le domaine économique. Le secrétariat a organisé en octobre 1963, à Addis-Abéba, une réunion d'experts chargés d'examiner les problèmes complexes qu'impliquait l'intégration de la planification sociale dans la planification intégrale du développement. Le rapport de cette réunion, accompagné de la liste des documents préparatoires et de recommandations sur les activités ultérieures à entreprendre était présenté à la sixième session sous la cote E/CN.14/240.

- c) Analyse des statistiques démographiques : Le secrétariat a consacré une attention considérable à l'analyse des tendances démographiques récentes dans les pays africains. Une étude venait d'être achevée sur ce sujet.
- d) Projections : Afin d'évaluer l'importance de la planification du développement, il était utile de considérer les réalisations possibles, dans les divers secteurs et sur une période relativement longue. A cette fin, le secrétariat entreprenait actuellement des projections sur la population, le commerce extérieur, les secteurs sociaux, l'agriculture, et la structure de la production et des dépenses, au cours des décennies à venir.
- e) Formation professionnelle : L'insuffisance quantitatives du personnel qualifié disponible est un des obstacles les plus graves à l'accélération de la cadence du développement en Afrique. Le Centre nord-africain de recherche et de formation démographiques, qui s'est ouvert l'an dernier au Caire, a été créé pour aider à surmonter cet obstacle. Le secrétariat étudiait également la possibilité de créer un second centre démographique en Afrique de l'ouest.
- f) Services consultatifs : Le secrétariat a commencé à offrir aux gouvernements des Etats membres des services consultatifs, pour l'élaboration des plans de développement et pour l'appréciation critique des plans qui sont déjà en cours d'exécution. On peut prévoir que les activités ne cesseront de se développer dans ce domaine.

2. Au cours des débats, les représentants ont, en règle générale, approuvé dans leurs grandes lignes les travaux du secrétariat. Plusieurs d'entre eux ont souligné l'importance de l'élément humain dans le développement. Pour qu'il soit possible de réaliser les tâches essentielles que nécessite la transformation économique et sociale des économies africaines, il était indispensable de faire disparaître aussi rapidement que possible l'obstacle que représente la pénurie de personnel qualifié. De ce fait, la planification de l'instruction revêtait une importance toute particulière.



3. On a souligné que les investissements dans l'enseignement ne fournissent de résultats tangibles qu'après un temps relativement long et qu'il était donc indispensable d'entreprendre la planification de l'enseignement dans le cadre d'un plan de développement à long terme. En outre, il importait de ne pas considérer le problème des spécialistes expérimentés sous le seul angle du nombre. La qualité de la formation, et en particulier l'aptitude des spécialistes à s'adapter aux traditions, besoins et conditions propres aux pays africains méritaient la même attention. Il était également nécessaire de faire en sorte qu'un certain équilibre soit maintenu entre les diverses spécialités.

4. A la lumière des considérations précédentes, on a insisté pour qu'une attention toute particulière soit accordée à l'extension des moyens de formation des spécialistes africains. La création d'un autre centre démographique, à Dakar éventuellement, pourrait contribuer très utilement à satisfaire à ce besoin urgent.

5. On a souligné avec insistance que la planification était une opération complexe dans laquelle on devait intégrer les développements particuliers des divers secteurs. Si l'on accordait une importance unilatérale à certains éléments isolés, on risquerait de graves déséquilibres qui compromettraient les progrès ultérieurs. Pour élaborer les plans de développement, il importait donc de considérer la cohérence et l'interindépendance de leurs différents éléments. En fait, les lacunes et imprécisions des éléments chiffrés indispensables à la planification constituent l'un des principaux facteurs limitatifs qui ne permettent pas dans la plupart des cas d'envisager l'intégration de tous les secteurs dans une planification globale. Dans les cas privilégiés où l'on dispose de tous les éléments nécessaires, il serait dangereux cependant d'interpréter mécaniquement une cohérence comme si elle était immuable, en considérant qu'elle était déterminée une fois pour toute. Le processus de développement est par sa nature même, essentiellement dynamique. Les rapports exacts entre les développements des divers secteurs varient selon le degré et le stade atteint par un pays donné dans son développement social; ils se modifient au fur et à mesure que le pays passe d'un stade à un autre.

Agriculture

(point 5 c) de l'ordre du jour)

6. Dans sa présentation de ce point de l'ordre du jour, le représentant du secrétariat a attiré l'attention sur six points subsidiaires, dont quelques-uns ont été à la demande de gouvernements membres.

Tendances et perspectives du marché du bois en Afrique

7. La majeure partie d'une étude d'ensemble, commencée en 1960 en coopération avec la FAO, a été présentée dans un document d'information (E/CN.14/242). Elle traite des ressources forestières existantes, des industries du bois, de la consommation actuelle et future de bois, du commerce des bois et des besoins prévus pour 1975. Elle couvre vingt-cinq pays de l'Afrique de l'ouest, du centre et de l'est groupés en sept sous-régions. L'étude finale, qui sera terminée vers la fin de 1964, a pour objet de présenter un aperçu global de la situation des forêts et du bois sur le continent africain. Les gouvernements devront toujours entreprendre des études approfondies pour formuler une politique sur les forêts et les secteurs industriels connexes, mais l'étude des tendances du marché du bois en Afrique devrait largement contribuer à fournir le cadre que nécessitent ces études et permettre aux dirigeants de la politique d'envisager les problèmes nationaux dans leur perspective véritable et dans le contexte africain. Une telle perspective a une importance primordiale pour la réalisation d'une planification rationnelle. Les délégations ont été invitées à appeler l'attention des services officiels de planification et des ministères des industries et des forêts sur le rapport préliminaire, afin de l'amender et de le mettre à jour. On compte que la version finale paraîtra vers la fin de 1964. Certaines délégations ont signalé leur désaccord sur certains points du rapport et souligné l'importance que présente l'introduction dans le rapport final de recommandations pratiques destinées à orienter la politique générale. L'attention a été attirée sur l'épuisement rapide des réserves forestières, causé par la culture intensive et, dans les zones de savane, par les incendies et l'utilisation du bois comme combustible et comme matériaux de construction. On a reconnu pourtant qu'en savane le bois est très important comme seul combustible



existent dans de vastes zones. Le rapport préliminaire a été fort apprécié, car il confirmait que plusieurs pays peuvent se lancer dans une utilisation commerciale accrue de leurs ressources forestières et développer des industries fondées sur le bois, pour augmenter les exportations et créer des emplois productifs. Les gouvernements doivent poursuivre l'inventaire de leurs forêts en employant des méthodes modernes, comportant notamment l'emploi de mensurations photogrammétriques perfectionnées et la formation de techniciens. On a recommandé l'organisation d'un cycle d'études régional pour coordonner l'offre et la demande, développer les échanges intra-africains et intensifier les productions qui permettront de remplacer les produits importés. Des représentants ont pensé que le moment est venu d'une politique africaine commune vers la production et la commercialisation du bois et des produits du bois.

#### Lutte antiacridienne

8. Le document E/CN.14/243 attire l'attention de la Commission sur trois espèces principales de criquets en Afrique : le criquet du désert, le criquet nomade et le criquet rouge. L'évolution de la situation politique de la région a eu des répercussions sur la composition et le financement de plusieurs organisations de lutte antiacridienne. Il importe de rester vigilants pour prévenir de nouvelles invasions et pour consolider la régression apparente du criquet du désert. Conformément à la résolution 78(V), adoptée à la cinquième session de la Commission, la FAO a organisé pour mars 1964 une réunion chargée d'examiner, avec les gouvernements intéressés, la nécessité de créer une organisation en Afrique du nord qui serait chargée de poursuivre des campagnes et des recherches sur la lutte antiacridienne. Les délégations se sont intéressées à une proposition qui consiste à aborder, sur le plan continental et même mondial, le problème de la lutte antiacridienne et à établir un fonds central en Afrique auquel tous les Etats africains pourraient contribuer. La mise en commun de connaissance et des ressources des divers organismes sous-régionaux de lutte antiacridienne permettrait d'accroître l'efficacité de cette lutte et de réduire les dépenses. Les recherches sur les insecticides et les mesures de lutte

pourraient également être coordonnées. À cet égard, le représentant de la FAO a signalé que son Organisation envisageait d'établir des commissions chargées d'organiser une lutte antiacridienne à outrance au plan mondial. Enfin, il a été reconnu que la lutte antiacridienne n'était qu'un aspect du problème plus général de la lutte contre les fléaux des cultures et notamment des oiseaux migrateurs malfaisants.

Place de l'agriculture dans l'harmonisation et la coordination des plans de développement nationaux.

9. Une délégation a souligné en présentant ce point, l'importance d'une action concertée des gouvernements pour harmoniser les plans nationaux de développement en un tout cohérent pour l'ensemble du continent. Un plan régional de ce genre pourrait être réalisé plus facilement par une planification autour d'un thème central convenu, que par la synthèse d'un grand nombre de plans nationaux ou sous-régionaux préparés isolément. L'agriculture, le secteur le plus important de la plupart des économies africaines, constitue un secteur repère auquel chaque pays pourrait rattacher tous les autres selon un ordre de priorité. Un plan agricole commun à toute l'Afrique fournirait donc un cadre pour un vaste plan panafricain de développement économique et social. La délégation en cause compte que l'OUA prendra une décision à cet effet et a souhaité la collaboration de la Commission. Au cours de la discussion qui a suivi, la plupart des délégations sont convenues de l'importance et de l'intérêt d'une telle proposition, mais ont estimé qu'elle ne pouvait être discutée en détail en raison de ses larges implications politiques et économiques, et du manque de préparation de la part des délégations. Les représentants ont estimé que la question pouvait utilement être soumise aux gouvernements africains et à l'OUA par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif. Ils ont recommandé que la question soit également soumise à l'une des prochaines réunions spéciales qui se tiendraient au sein de la CEA.



Contribution de l'agriculture africaine au développement économique et social du continent

10. La délégation, qui avait proposé l'inscription de ce point à l'ordre du jour, s'est référée à la discussion détaillée de ce sujet général à la douzième session de la FAO en 1963 et au document C 63/11 de la FAO, qui avait été distribué aux délégations. Son représentant a signalé qu'en Afrique, dans l'ensemble, environ 40 pour 100 du revenu national est obtenu par 80 pour 100 des habitants ou plus, lesquels se consacrent à l'agriculture. Dans les pays développés, la proportion de l'économie appliquée à des secteurs plus productifs est beaucoup plus grande et les pays africains devraient se fixer pour but de s'engager dans cette direction, conformément à ce qui est proposé dans la résolution 18(II) adoptée à la deuxième session de la Commission. Au cours du débat qui a suivi, la nécessité d'accroître la productivité dans les zones rurales pour satisfaire les besoins croissants des centres urbains a été soulignée, si l'on veut éviter que les importations de denrées alimentaires ne constituent une charge intolérable pour la balance des paiements. Il faudrait en même temps accroître la valeur des exportations agricoles, en augmentant leur volume et en développant leur transformation complète ou partielle. L'insuffisance des moyens de communication et de commercialisation entre les diverses zones climatiques du continent est souvent la cause du prix élevé des produits agricoles du cru dans les zones de consommation déficientes du point de vue de la production vivrière et de difficultés pour les zones rurales de dépasser le stade de l'agriculture de subsistance par l'augmentation de leur livraisons aux centres de population en expansion. Le danger réside dans une concentration excessive des investissements, soit dans l'industrie, soit dans l'agriculture; il est nécessaire d'organiser une croissance équilibrée. Les industries de petite envergure qui reposent sur l'alimentation et les autres produits agricoles sont tout autant un facteur de croissance industrielle que la sidérurgie et les autres industries lourdes. L'augmentation et la diversification de la production agricole des divers pays exigent la même coordination avec la production agricole des pays voisins que lors de la création de nouvelles

industries. L'idée d'un "pool vert" africain a été lancée. Il est nécessaire de procéder à de plus amples recherches sur les liens qui existent entre l'agriculture et les autres secteurs, sur les avantages d'une production spécialisée dans les diverses zones climatiques, sur les zones climatiques, sur les sols et divers autres facteurs d'amélioration agricole et sur les conditions dominantes de l'agriculture de subsistance. A ce propos, l'attention des délégués a été appelée sur une réunion d'experts chargés d'étudier les facteurs de transition de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commercialisée, que le secrétariat et la FAO ont l'intention d'organiser en avril 1964 à Addis-Abéba.

#### Réforme agraire

11. Le secrétariat a signalé le document E/CN.14/278 (mise en oeuvre en Afrique des résolutions de l'organisation des Nations Unies sur la réforme agraire, particulièrement dans le cadre de la CEA), ainsi que le centre de perfectionnement FAO-CEA sur la politique agraire en Afrique de l'Ouest, institué au Sierra Leone en décembre 1963. Ces deux études ont été faites pour répondre à l'intérêt manifesté par la Commission, lors de sa cinquième session. Il est ressorti clairement de la discussion qu'il existait une très grande diversité d'attitudes dans les divers pays africains à l'égard de la réforme agraire, qui correspondent à des circonstances tout à fait différentes. Les représentants se sont accordés de reconnaître qu'il s'agissait là d'une question importante mais délicate, qui ne se prêtait pas à des solutions susceptibles d'application universelle. La justification éventuelle d'une réforme des structures actuelles est la possibilité d'introduire des techniques améliorées, de manière à accroître le rendement. L'octroi de titres individuels de propriété, par exemple, confère une sécurité au crédit, au cas où il n'est pas possible de disposer d'un crédit gagé sur "le caractère" du demandeur ou la valeur de la récolte. De même, le fait d'accorder au cultivateur un intérêt direct dans son exploitation pourrait être de nature à stimuler un accroissement de production. Une réforme du système foncier ne semblait pas être de nature à donner des résultats efficaces si l'on n'associait pas à cette réforme une amélioration des installations et services de commercialisation et de transformation de produits, certaines mesures de formation et



d'extension, l'intégration de l'élevage dans l'agriculture et la culture attelée, l'octroi de crédits et diverses autres mesures techniques et financières. Il est nécessaire de recueillir une documentation considérablement plus importante sur le système de faire valoir qu'il serait utile d'employer pour réaliser les progrès inhérents à l'agriculture moderne, y compris la remise en valeur des terres et la colonisation. Certaines délégations ont proposé que le secrétariat entreprenne une étude comparative des expériences déjà faites ou en cours en matière de réforme agraire et qu'il constitue, pour ce faire, un groupe d'études composé d'experts nationaux qui se chargera, sous l'égide de la CEA-FAO, de se rendre compte de ces expériences. Le secrétariat de la CEA a été prié de présenter un rapport d'activité à la prochaine session de la Commission. L'attention du Comité a été appelée sur la série régulière de rapports sur la réforme agraire publiés tous les deux ans par les Nations Unies, la FAO et l'OIT. Des exemplaires du rapport de 1963 ont été distribués aux délégations. Certaines délégations ont mis l'accent sur la nécessité d'études économiques comparatives de rentabilité des diverses méthodes de culture moderne et d'études industrielles de rentabilité des grandes cultures, dans l'esprit de la spécialisation internationale.

#### Irrigation

12. Le secrétariat a appelé l'attention sur un rapport intitulé "Quelques considérations sur l'irrigation en tant qu'auxiliaire de la mise en valeur des terres en Afrique", publié dans le Bulletin économique de l'agriculture pour l'Afrique, No. 4 (E/CN.14/AGREB/4) de novembre 1963. Plusieurs délégations ont insisté sur l'importance et la complexité du sujet et il a été décidé que cette question serait renvoyée à une réunion spécialisée qu'organiserait le secrétariat et les autres institutions intéressées.

13. Une note sur les pêcheries en Afrique (E/CN.14/270) a été distribuée pour information mais n'a pas été examinée.

Industrie, transports et ressources naturelles(Point 5 e) (i, ii et iii) de l'ordre du jour

14. Le Président du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports, M. Abdelkader (Algérie), a présenté le rapport du Comité sur sa deuxième session (E/CN.14/245, Corr. 1 et Add.1). Il a indiqué que le Comité réuni en décembre 1963 avait examiné en détail un programme de travail de deux ans adopté à la première session qui s'est tenue à la fin de 1962. La partie du rapport concernant l'industrie, à laquelle on avait joint les observations complémentaires d'un certain nombre de gouvernements, a été examinée à nouveau par un Comité des Dix qui s'est réuni immédiatement avant la session, conformément à la décision du Comité.

15. Le Président a passé en revue l'oeuvre du Comité et donné des précisions sur les principales tâches accomplies au cours de l'année précédente et sur les décisions essentielles du Comité. Il a évoqué successivement les trois missions de coordination industrielle; la réunion d'experts de la sidérurgie en Afrique de l'Ouest qui a eu lieu à Monrovia; l'importante conférence sur la coordination industrielle en Afrique de l'Ouest qui doit se tenir à Bamako (Mali) en 1964; les travaux préparatoires de la conférence industrielle africaine qui aura lieu en 1965, et le colloque mondial sur l'industrialisation prévu pour 1966; les arrangements prévoyant la remise périodique et systématique par les pays de rapports sur les problèmes industriels, et une recommandation visant la convocation d'une conférence africaine de la sidérurgie. Le Président a rappelé l'oeuvre accomplie dans le domaine des transports, en insistant sur les études en cours au niveau sous-régional et les réunions prévues sur les transports intérieurs, sur la décision d'ajouter le transport maritime au programme et la recommandation visant la convocation d'une conférence panafricaine des transports aériens avant la fin de 1964. Il a également rappelé le travail fait ou prévu dans le domaine de l'énergie et des ressources naturelles, en mentionnant en particulier la Conférence cartographique régionale tenue à Nairobi, la Conférence africaine de l'énergie électrique



tenue à Addis-Abéba, et les nouveaux travaux en cours sur les ressources minérales et hydrauliques, y compris l'organisation d'une conférence sur la législation minière en 1965 et la conférence sur le pétrole et le gaz naturel en préparation pour 1965. Les participants ont hautement apprécié les travaux du Comité permanent et notamment la contribution de son Président.

16. Le rapport du Comité permanent a été examiné en premier lieu. Les rapports sur les trois missions de coordination industrielle ainsi que les questions de télécommunications et de transport aérien ont fait l'objet de débats séparés.

17. Durant une discussion approfondie du rapport du Comité permanent, les points suivants ont été dégagés :

- a) L'importance de la coordination industrielle et d'une action rapide en vue de sa réalisation pratique a été unanimement reconnue. La plupart des pays ont estimé qu'il était rationnel d'aborder cette coordination sous l'angle sous-régional; toutefois, il a été admis que les sous-régions ne doivent pas devenir des cercles fermés et que, dans le cas de certaines industries, il faut étudier les possibilités d'une coordination au plan régional;
- b) Certains représentants de pays dotés d'importantes ressources en minerais de fer ont demandé que la possibilité d'études africaines de sidérurgie soit approfondie en l'étendant à l'analyse de leurs possibilités industrielles en la matière. Un représentant a remarqué que dans un cas particulier son pays a effectué des études de rentabilité en la matière et a décidé de poursuivre la construction dans les prochains mois;
- c) Il a été convenu, d'inscrire au programme de travail des études sur l'expansion de l'industrie de l'aluminium en Afrique, et des études d'autres métaux non ferreux;

- d) On a fortement souligné l'importance de la Conférence sur la coordination industrielle en Afrique de l'ouest qui doit avoir lieu à Bamako, au niveau le plus élevé sur convocation du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, agissant en association avec l'OUA, l'OAMCE et les pays qui ont été associés aux efforts d'avant-garde du Gouvernement du Niger dans le domaine de la coordination industrielle;
- e) Il a été convenu que, s'il est essentiel d'implanter de grandes industries sur la base d'une coopération sous-régionale et, le cas échéant, régionale, il importe aussi, dans le même esprit, d'établir des petites et de moyennes industries, particulièrement celles qui utilisent des matières premières agricoles (y compris le bois) dont la production remplacerait des produits importés. A cet égard, on a souligné les relations entre le développement agricole et le développement industriel, du fait que l'expansion de la production agricole augmente le pouvoir d'achat et provoque l'accroissement des débouchés, notamment pour les petites et moyennes industries;
- f) Il a été recommandé, compte tenu des activités de la Commission dans le domaine de la coordination économique, de créer une quatrième sous-région qui comprendrait le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo (Brazzaville), le Congo (Léopoldville), le Gabon et le Tchad;
- g) On a souligné l'importance de la planification industrielle dans le cadre de la planification intégrale du développement, et un pays qui a déjà fait des progrès considérables dans ce domaine a offert de mettre son expérience à la disposition des autres;
- h) L'accent a été mis de nouveau sur la recherche et la formation pour l'industrie ainsi que sur l'importance que revêtent la création d'institutions appropriées et la formation du personnel africain;



- i) Au cours de la discussion sur l'énergie et les ressources naturelles, on s'est félicité de voir inscrite au programme de travail une étude de problèmes posés par la lutte contre le trafic illicite des diamants. L'opportunité d'une étude sur l'utilisation de l'énergie solaire a également été reconnue et la création d'un institut expérimental suggéré;
- j) Dans le débat sur les transports, on a souligné que la nouvelle présentation du programme de travail sur les transports était due à l'initiative du Comité permanent <sup>1/</sup>. Il a été convenu que les transports doivent être étudiés à la fois dans une optique sous-régionale et au plan régional et, à cet égard, le travail accompli pour la création de nouvelles liaisons transsahariennes a été noté avec satisfaction. Il a été convenu que les aspects administratifs du transport et l'étude du développement des matériels de transport, par exemple camions et bateaux, devraient être inclus dans le programme. Il a été décidé, d'autre part, que les activités en matière de tourisme devraient entrer dans le cadre de la résolution 995 (XXXV) adoptée par le Conseil économique et social à la suite de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme.

18. Le rapport du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles et des transports sur sa deuxième session a été adopté.

19. Le secrétariat a présenté les rapports des missions de coordination industrielle en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et du Centre, et en Afrique du Nord (documents E/CN.14/246, 247 et 248 respectivement). Il a rappelé que ces missions avaient surtout à déterminer les possibilités offertes à la création de grandes industries réclamant des marchés plus étendus que ceux que la plupart des pays africains peuvent offrir et d'étudier les problèmes correspondants. Deux de ces rapports abordent aussi la question des petites et moyennes industries mais les délais dont elles disposaient dans chaque pays n'ont pas permis aux missions

<sup>1/</sup> Voir E/CN.14/245, para. 28.

de tenter de faire des enquêtes industrielles systématiques. Dans les conclusions, l'accent est mis surtout sur les mesures propres à donner suite à ces rapports, dont le caractère est essentiellement préliminaire, et des indications sont données sur ce qui est déjà en cours dans ce sens.

20. Les rapports ont été examinés successivement.

21. Lors des débats consacrés au rapport sur l'Afrique de l'ouest, les points suivants ont été mis en lumière :

- a) L'accord a été unanime quant à l'importance d'une approche coordonnée des problèmes du développement industriel en Afrique de l'ouest, par l'application des principes de la spécialisation et de la répartition du travail et des économies de dimension;
- b) Des représentants ont appelé l'attention sur un certain nombre d'erreurs de fait, en particulier dans les données présentées en matière de ressources minérales disponibles;
- c) A propos du complexe de produits chimiques et d'engrais, plusieurs représentants ont signalé d'autres solutions possibles;
- d) Il a été reconnu qu'à l'occasion des nouveaux travaux requis, en prévision, tout d'abord, de la conférence de Bamako, il conviendrait de tenir compte davantage des intentions des pays telles qu'elles sont précisées dans les plans de développement. A ce propos, on a indiqué qu'il serait bon d'essayer plus systématiquement d'indiquer, de préférence par des tableaux, la structure actuelle des industries et les besoins et perspectives industriels futurs, en ajoutant, notamment, des précisions sur l'évolution des coûts;
- e) Il conviendrait d'approfondir davantage l'analyse des critères gouvernant le choix des emplacements des établissements industriels et la stratégie du développement industriel;
- f) Quelques pays ont critiqué la division en sous-sous-régions indiquée dans le rapport;



- g) Les pays de l'hinterland ont soulevé le cas de leurs problèmes particuliers dont il conviendrait de tenir compte dans tout plan sous-régional de coordination industrielle. A ce propos, ils ont accueilli avec faveur la suggestion du rapport qu'il serait judicieux d'implanter dans ces pays des usines textiles et des usines de préparation de la viande dont la production serait exportée vers le littoral;
- h) Il a été proposé d'organiser à un stade ultérieur des travaux, des conférences réunissant les directeurs d'industries et les directeurs des plans;
- i) Certains pays ont fait observer qu'ils n'avaient pas été visités et indiqué qu'ils souhaiteraient que la Commission économique pour l'Afrique organise la visite de leurs territoires. En attendant, ils ont été dans l'obligation de réserver leur opinion sur les suggestions du rapport.

22. Le secrétariat a été prié d'accélérer les études complémentaires de détail qu'il a entreprises sur de grands secteurs industriels (sidérurgie, produits chimiques et engrais, textiles, ciment et traitement des produits alimentaires). Il a été invité aussi à préparer un nouveau document soumettant des propositions au sujet de la coordination industrielle en Afrique de l'ouest, présentant, le cas échéant, les diverses solutions possibles, et accompagné de cartes.

23. Les principales observations faites lors des débats consacrés au rapport de la mission en Afrique de l'est et du centre sont les suivantes:

- a) Comme dans le cas de l'Afrique de l'ouest, l'accord a été unanime quant à l'importance d'une approche coordonnée des problèmes du développement industriel. Les participants ont reconnu, dans l'ensemble que les propositions formulées offraient une base satisfaisante pour une étude et des mesures ultérieures;

- b) Certains pays qui n'ont pas été visités ont indiqué qu'ils souhaitaient recevoir des missions. Il a été admis que les conclusions du rapport devaient être considérées comme préliminaires; elles sont appelées à subir des modifications notables quand on aura examiné en détail les possibilités des pays non encore visités;
- c) Les participants ont noté qu'une conférence de ministres serait convoquée à Lusaka à la fin de 1964 ou au début de 1965, après que les autres pays de la sous-région auront été visités pour examiner non seulement les problèmes de la coordination industrielle mais aussi des sujets connexes, tels que les transports, l'énergie, le commerce extérieur et les moyens d'harmoniser les plans de développement; ils ont noté également que pour la préparation de cette conférence, le secrétariat mène activement des travaux complémentaires;
- d) Certains pays ont appelé l'attention sur un certain nombre d'erreurs de fait;
- e) On a signalé que certains pays avaient à faire face à des difficultés en matière d'emploi et qu'il convenait donc de s'attacher particulièrement à une répartition entre les industries très capitalisées et les industries utilisant beaucoup de main-d'oeuvre;
- f) En abordant les problèmes de la coordination industrielle, il y a lieu de tenir compte de problèmes politiques car, d'un pays à l'autre, les doctrines, les conceptions du rôle de l'Etat et les méthodes de financement sont différentes. A ce propos, on a insisté sur la nécessité de chercher à définir une doctrine commune;
- g) On a insisté en outre sur la nécessité d'entreprendre des prospections plus complètes des ressources, en prévision d'un examen détaillé de la coordination industrielle.



- h) Dans l'étape suivante, il faudrait donner plus d'importance à une évaluation détaillée des projets industriels en vue d'aider les pays à jouer leur rôle dans un ensemble sous-régional coordonné.

24. On a signalé que le rapport concernant l'Afrique du nord avait été examiné par les pays intéressés à l'occasion d'une réunion particulière; ces pays se sont mis d'accord sur un programme détaillé concernant la suite à donner au rapport qui vise à provoquer des négociations sur la coordination industrielle.

25. Le secrétariat a présenté le document E/CN.14/249 sur les télécommunications. Les participants se sont félicités des dispositions prises en commun par l'Union internationale des télécommunications et la Commission économique pour l'Afrique et ils ont vivement approuvé le programme fondamental établi. Parmi les observations faites au cours des débats, on a indiqué qu'il conviendrait d'examiner le plan de la Nigéria sur les télécommunications dont certains éléments pourraient compléter le programme CEA/UIT. De même, on a suggéré que le programme CEA/UIT comprenne une étude des tarifs applicables et des centres d'interconnexion et qu'il indique les lieux où l'on envisage de stocker les matériels et la façon d'acheminer rapidement les pièces de rechange vers les équipements installés en des lieux isolés. On a soulevé la question des servitudes particulières aux réseaux radio VHF (hyperfréquences), mais on a admis généralement qu'en raison du caractère provisoire du programme, ces servitudes ne présentaient pas une grande importance.

26. On a mentionné le plan de l'UAMPT (Union africaine et malgache des postes et télécommunications), qui à l'origine ne concernait que les pays de langue française; les pays de l'UAMPT ont maintenant accepté les principes du plan de la Nigéria et du plan CEA/UIT. La CEA/UIT s'efforcera de réaliser l'intégration. Cette opération par étapes est indispensable, car le programme a fait l'objet déjà d'investissements importants. De même, il a été suggéré d'intégrer d'autres unités existant en Afrique.

27. Les participants ont signalé que les délais de livraison des matériels de télécommunication étaient très longs et ils ont indiqué que l'organe mixte CEA/UIT rendrait un grand service à tous les pays africains s'il pouvait obtenir que les matériels soient rapidement disponibles. La formation du personnel revêt une importance extrême; l'UIT et la CEA ont été invité à intensifier le programme de formation.

28. Enfin, les représentants ont suggéré que la CEA et l'UIT étudient conjointement et en détail les problèmes que poserait le réseau africain intégré qui est envisagé, pour présenter ensuite les recommandations à l'Organisation de l'unité africaine.

29. Les débats sur les transports aériens ont été ouverts par le représentant de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et ont pris pour point de départ le document E/CN.14/250/Rev.2. On a souligné qu'une étude préliminaire des problèmes de transport aérien en Afrique est entreprise conjointement par l'OACI et le secrétariat, à partir de renseignements rassemblés au cours de visites faites dans certains pays, et qu'elle pourra être communiquée aux gouvernements pour juillet 1964. L'OACI organise périodiquement des conférences techniques régionales; une conférence régionale pour l'Afrique aura lieu à Rome à la fin de 1964. Les participants sont convenus qu'il y aurait lieu d'organiser, comme l'a proposé le Comité permanent de l'industrie des ressources naturelles et des transports, une conférence régionale portant sur les aspects économiques du transport aérien qui devrait être distincte de la conférence technique de l'OACI, mais reliée à elle dans le temps. On a noté que cette conférence sur les aspects économiques du transport aérien sera probablement organisée à Addis-Abéba en novembre 1964, sous les auspices communs de l'OACI et de la Commission économique pour l'Afrique.



Etudes

(Point 5 f) i) de l'ordre du jour)

30. Dans son exposé introductif, le représentant du secrétariat a rendu compte à la Commission de l'état d'avancement de l'Etude sur la situation économique de l'Afrique et des travaux à terminer.

31. Il a été décidé que le secrétariat devrait être invité à développer ses efforts pour ce projet particulier de façon à produire, le plus tôt possible, une étude complète et approfondie.

Statistiques

32. En présentant ce point, le représentant du secrétariat a précisé que les travaux dans le domaine de la statistique pour les années 1961-63 ont été examinés par la Troisième Conférence des statisticiens africains tenue à Addis-Abéba en octobre 1963. Les décisions de la Conférence figurent dans son rapport (E/CN.14/255). Une partie de ces travaux avaient déjà été examinés par le Comité I de la Commission lors de la cinquième session en mars 1963. Pour ces raisons, le représentant du secrétariat a présenté à part les éléments nouveaux disponibles depuis en déclarant que l'objectif essentiel du secrétariat est de favoriser le développement des travaux statistiques dans la région. A cet effet, il opère par les moyens de la formation de statisticiens, de la recherche et d'une assistance directe aux gouvernements.

33. Un rapport distinct (E/CN.14/256), résumant les progrès des services de formation dans les centres nationaux et internationaux de formation de statisticiens en Afrique, auxquels les Nations Unies prêtent leur concours ou réservent leur patronage, a été présenté aussi à la Commission. Les buts, les méthodes et le champ de la recherche dont s'occupe le secrétariat ont été exposés. Les formes d'assistance aux gouvernements par le moyen de fonctionnaires ordinaires ou de conseillers régionaux ont été décrites. Le secrétariat a rendu compte également de ses autres activités permanentes qui comprennent l'exploitation et la

publication de statistiques africaines, la diffusion et l'échange de renseignements et la coordination de travaux statistiques aux plans régional et sous-régional.

34. Les participants ont loué les efforts accomplis dans le domaine de la statistique tels qu'ils sont décrits dans le rapport présenté à la Commission. Ils ont considéré que le secrétariat avait atteint une haute qualité dans ses travaux et fourni une aide notable à leurs pays pour le développement des statistiques.

35. Il a été noté que le développement rapide des services nationaux de statistique était en grande partie causé par des demandes croissantes pour la planification et qu'il avait fallu recourir à des arrangements spéciaux, notamment à une assistance de source multilatérale ou bilatérale. Il est urgent de réformer les méthodes et de coordonner les travaux en vue d'établir de nouveaux programmes statistiques d'ensemble. On a estimé en particulier que l'importance accrue donnée à la planification imposera de nouveaux efforts aux statisticiens pour la prévision des besoins futurs probables en statistiques.

36. On a mentionné le programme de formation de statisticiens qu'il faut encore considérer comme la partie des activités qui requiert la plus haute priorité. L'offre de personnels de tous les niveaux est encore limitée et le problème des éléments qualifiés parmi les statisticiens qui sont attirés vers d'autres types de travaux reste entier. En général, les participants ont considéré que les cours de formation existants sont satisfaisants mais que la coordination et l'assistance des Nations Unies restera nécessaire pour tous les projets de formation. Il a été souligné que la formation devra, particulièrement aux niveaux les plus bas, être essentiellement pratique.

37. Deux demandes spécifiques ont été faites en ce qui concerne l'extension des moyens de formation pour cadres moyens. La première concerne l'établissement d'un centre qui desservirait les pays de l'Afrique de l'est et dont le besoin a été constaté par la troisième Conférence des



statisticiens africains. On a l'espoir que ce centre s'ouvrira en 1964 et les participants ont insisté pour que des mesures soient prises en vue d'assurer sa réalisation dans les délais prévus. L'autre demande concerne le Centre international de Yaoundé qui, initialement prévu pour satisfaire les besoins en personnel d'exécution des cadres moyens se voit adresser des demandes d'admission par certains pays de l'Afrique de l'ouest. Les participants ont demandé que des ressources nécessaires soient mises à la disposition de ce centre dans les meilleurs délais pour lui permettre de faire face aux exigences nouvelles d'extension et de création d'un cours d'adjoints techniques recommandé par la Troisième Conférence des statisticiens africains.

38. La relation entre la statistique et la planification a été examinée et de nombreux représentants ont souligné la nécessité d'une coordination entre ces deux branches de l'activité nationale.

39. La troisième Conférence des statisticiens africains s'est occupée assez longuement des relations entre les statistiques et la planification et ce sujet est l'un des points importants du programme de travail de la Commission pour l'avenir. Le secrétariat a préparé un document de travail détaillé qu'un groupe de statisticiens et de planificateurs examinera au début de 1965. Plusieurs représentants ont souligné l'importance de ce groupe de travail. On a fait valoir également que les travaux de la Conférence de planificateurs africains envisagée devront être étroitement coordonnés à ceux de la Conférence des statisticiens africains.

40. La situation de l'agriculture dans le contexte général des rapports entre les statistiques et la planification a été évoquée spécialement à cause de l'importance de l'agriculture dans l'ensemble du développement. Une étude des facteurs de production propre à promouvoir une agriculture plus efficace a été jugée importante. En particulier, il faudra étudier la formation de capital dans l'agriculture de subsistance. Les statistiques de main-d'oeuvre et de production agricoles sont d'importants indicateurs des progrès; les enquêtes sur la consommation alimentaire et les évaluations du revenu par habitant sont utiles pour mesurer le développement social.

41. Il a été suggéré que la Commission institue un comité spécial des statistiques agricoles qui comprendrait des statisticiens, des économistes et d'autres responsables de la coordination des travaux de planification. Cette mesure est jugée nécessaire pour utiliser dans de bonnes conditions les statistiques agricoles aux fins de la planification et pour intégrer rationnellement le développement agricole dans le développement général des économies nationales.

42. Pour établir, à l'avenir, des relations satisfaisantes entre statisticiens et planificateurs, il a été jugé nécessaire de donner aux planificateurs une certaine formation statistique. A cet effet, il conviendrait de faire une large place aux statistiques dans les cours de l'Institut de développement de Dakar et dans ceux des instituts de formation démographique créés par les Nations Unies.

43. Divers autres sujets ont été examinés aussi, parmi lesquels la nécessité pour les services nationaux de statistique d'être couverts par des dispositions législatives concernant le rassemblement, l'exploitation et la publication des statistiques. Les enquêtés, et particulièrement les entreprises commerciales, doivent avoir l'assurance du secret pour prêter leur entier concours.

44. Plusieurs représentants ont parlé des statistiques du commerce extérieur et particulièrement de l'exactitude des chiffres des échanges aux frontières terrestres. Il a paru qu'il y avait là un domaine dans lequel la CEA pourrait aider à mettre au point des méthodes améliorées. Quelques pays ont déclaré qu'ils hésitaient quelque peu devant le choix à faire entre la classification des Nations Unies et celle de Bruxelles. Il a été souligné que si le choix est fonction des circonstances particulières, la conversion de l'une de ces classifications à l'autre est facile. A propos des statistiques du commerce extérieur, on a mentionné aussi la nécessité de renseignements valables sur les possibilités de commercialisation.



45. On a fait remarquer que les travaux de l'atelier mécanographique du Secrétariat, en ce qui concerne l'analyse des statistiques du commerce extérieur africain, seraient prochainement confiés à New York, ce qui réduira grandement les travaux d'exploitation des données du secrétariat. Le matériel mécanographique conventionnel ne convient pas pour la réalisation de tels travaux pour le compte des pays et on a suggéré de remplacer ce matériel par un matériel électronique qui permettrait au secrétariat de rendre de bien meilleurs services aux pays pour l'exécution d'opérations compliquées et des analyses spécialisées. Les représentants ont pensé que certains pays pourvus d'installations de traitement de l'information adéquates pourraient aider ceux de leurs voisins qui ont des séries d'opérations mécanographiques à faire avec un matériel limité.

46. La Commission a accepté à l'unanimité le rapport de la troisième Conférence des statisticiens africains.

Résolutions recommandées par le COMITE I à l'adoption de la Commission

47. Le Comité a recommandé à l'unanimité l'adoption de projets de résolution a) sur le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché (E/CN.14/L.189, et b) sur l'utilisation de l'énergie solaire (E/CN.14/194).

48. Il a recommandé l'adoption d'un projet de résolution sur les transports transsahariens (E/CN.14/L.196).

49. Enfin, il a recommandé l'adoption de la subsistance d'un projet de résolution sur la place de l'agriculture dans l'harmonisation et la coordination des plans nationaux de développement sociaux et économiques sous réserve d'une révision détaillée du texte lorsqu'il sera disponible.

45. On a fait remarquer que les travaux de l'Institut géographique  
du secrétariat, en ce qui concerne l'analyse des statistiques, en  
particulier, existent ailleurs, mais qu'ils sont principalement confiés à New York, ce  
qui réduit grandement les travaux d'exploitation des données du  
secrétariat. Le matériel néo-technographique conventionnel ne convient pas  
pour la réalisation de tels travaux pour le compte des pays et on a  
suggéré de remplacer ce matériel par un matériel électronique qui  
permettrait au secrétariat de rendre de bien meilleurs services aux  
pays pour l'exécution d'opérations compliquées et des analyses ap-  
pliquées. Les représentations ont porté que certains pays pourvus d'in-  
formations de traitement de l'information adaptées pourraient aider  
certains de leurs voisins qui ont des séries d'opérations météorologiques  
à faire avec un matériel limité.

46. La Commission a accepté à l'unanimité le rapport de la troisième  
Conférence des statistiques africaines.

Résolutions recommandées par la COMTECH II à l'Assemblée de la  
Commission

47. La COMTECH II recommande à l'unanimité l'adoption de la proposition  
résolution 1) sur le passage de l'agriculture à l'industrie et  
l'agriculture de coton (E/CN.IV/1.189, et 12) sur l'utilisation de  
l'énergie solaire (E/CN.IV/1.190).
48. La COMTECH II recommande à l'unanimité l'adoption d'un projet de résolution sur les trans-  
ports transafricains (E/CN.IV/1.191).
49. La COMTECH II recommande à l'unanimité l'adoption de la proposition d'un projet  
de résolution sur la place de l'agriculture dans l'industrialisation et  
la coopération des plans nationaux de développement sociaux et éco-  
nomiques avec réserve d'une révision éventuelle de cette dernière.